

État d'un tout petit monde

André Habib

Synopsis : Cet article, sur un ton personnel et volontairement polémique, survole les aléas de la distribution au Québec, de la production des films à la diffusion à la télévision, en salle et en DVD. Il entend mettre en cause la logique mercantile qui règne sur la distribution et de la production du cinéma au Québec, qui s'exerce aux dépens de la diversité et de l'enrichissement de la culture filmique.

« Mais où est le péril
Là croît aussi ce qui sauve »

(Hölderlin, cité dans Martin Heidegger,
« Pourquoi des poètes », 1949 [1995], p. 355)

« Nous aimerions beaucoup que tu rédiges un texte à saveur éditoriale qui nous ferait part de ta vision composite d'universitaire, cinéophile, programmeur, passionné et engagé sur l'état de la diffusion du cinéma (cinéma québécois et cinéma au Québec). Quels sont tes plaisirs, tes frustrations, tes doléances, tes souhaits ? Comment vis-tu le cinéma au Québec (ou à Montréal) ? Qu'est-ce qui te fait vibrer, qu'est-ce qui t'empêche de vibrer ? Un texte assez personnel, donc, où ton expérience guiderait tes réflexions. »

Comme dans *ABC Africa* de Kiarostami ou encore la *Lettre à Freddy Buache* de Godard, il me semblait bon de commencer par présenter la « commande » qui m'a été passée il y a quelques semaines, question d'éviter tout malentendu et pour me faire pardonner d'office le ton personnel, pessimiste et intempestif du texte qui va suivre. Pour tenter de faire le tour de la question, il m'aura fallu — vous le verrez — tourner certains coins ronds, brûler certainement plusieurs étapes et faire des généralisations, là où il aurait fallu faire preuve de plus de nuances. Tant pis. Les problèmes de la distribution et de la diffusion au Québec sont terriblement intriqués, et le coq à l'âne de ce texte n'est que le symptôme d'un système sans queue ni tête.

D'entrée de jeu, disons que la question est très vaste et qu'à moins d'éplucher en détail les états de compte de la SODEC, de TÉLÉFILM, de tous les gros distributeurs au Québec et au Canada, tout autant que les contrats passés entre les producteurs et les distributeurs étrangers, entre les distributeurs locaux et les chaînes télés (privées et publiques), les divers programmes des organismes subventionnaires ainsi que du Fonds canadien de la télévision, en plus de pouvoir obtenir le verbatim de toutes les réunions qui ont décidé du financement et de la distribution des films depuis une dizaine

d'années, on ne sera pas vraiment en mesure de comprendre l'état actuel de la diffusion du cinéma au Québec qui dépend, plus que jamais, d'une chaîne infinie d'acteurs — qui n'ont rien à cirer des créateurs des œuvres — et qui, plus souvent qu'autrement, ne comprennent que couic au cinéma ! Il y a de toute évidence, beaucoup de gens qui se font beaucoup d'argent dans ce système (ce ne sont évidemment pas les artistes), et il me semble qu'il soit devenu pressant de se pencher sérieusement sur les mécanismes mis en place pour « stimuler » l'industrie cinématographique au Québec et au Canada, notamment, sur ces fameuses « enveloppes à la performance » qui n'ont, historiquement, strictement rien donné au cinéma québécois. Citez-moi un exemple ? *Roméo et Juliette* (financé par *Les invasions barbares*), *Cadavres* (financé par *Les trois petits cochons*, lui-même financé par *Bon cop bad cop*) ?

Mais reprenons du début... Mais par où commencer ? Peut-on parler de distribution et de diffusion sans parler de production ? À une autre époque, peut-être (même si je ne crois pas aux âges d'or), quand la production n'était pas entièrement contrôlée, à la base, par les distributeurs qui eux-mêmes, ayant à peu près abandonné l'idée qu'un film en salle puisse être vendable et rentable, misent gros sur les ventes télé (on reparlera du DVD). En d'autres termes, c'est désormais Super Écran, Télé-Québec ou Radio-Canada qui peuvent décider de la vie ou de la mort d'un projet cinématographique (court, long, documentaire confondu), au mépris évident du réalisateur, loin au bout de la chaîne décisionnelle. Je simplifie, vous me direz... Mais c'est comme si les décideurs, les distributeurs, les exploitants de salles, eux, se compliquaient souvent la vie ! Et ces enjeux de production ont des retombées évidentes sur la diversité du cinéma et de la diffusion des œuvres.

Il suffit de voir ce qu'est devenu l'ONF. Faute d'argent pour financer indépendamment des films, il s'en remet à des coproductions avec le privé, qui lui-même s'accroche aux « deals télé ». Une fois le contrat en poche, ils peuvent aller piocher dans les subventions du Fonds canadien de la télévision, et c'est ainsi que l'ONF, sans dépenser une centime, finance « ses » films. Or, vous imaginez ce qu'il faut désormais dire aux télévisions pour qu'elles acceptent de passer votre documentaire, et vous comprendrez dans quel

carcan contraignant se retrouvent les cinéastes (*La mémoire des anges* de Luc Bourdon fait partie de ses films-exceptions récents, mais qui ne font que confirmer la règle que je viens d'énoncer). L'aventure désespérante de Rodrigue Jean pour *Hommes à louer* (qui n'est pas encore terminée), à laquelle j'ai réagi dans *Hors champ* et dans *Le Devoir*, n'est qu'un exemple parmi bien d'autres, même si l'ONF aura certainement tendance à se méfier désormais et ne plus avoir envie de répéter l'exercice. Ils préféreront, cela semble la nouvelle tendance (je ne citerai pas d'exemples), engager des non-réalisateurs, des travailleurs sociaux, des « engagés », des gens qui ont une pseudo-expertise, qui ont en tout cas du « vécu » (et s'ils font partie d'une minorité visible, c'est encore mieux), qu'il suffit de « porter » à l'écran, en leur faisant porter le nom de cinéaste. Il est beaucoup plus simple de convaincre quelqu'un qui ne sait pas comment réaliser un film qu'on possède la recette pour « packager » du « réel », du réel que ces pauvres gens un peu naïfs n'ont qu'à leur livrer. On va vous entourer d'un savoir-faire, on va vous vampiriser, et ne vous en faites pas, *votre film* se retrouvera en un rien de temps dans l'une des cases alignées d'avance à Télé-Québec et Radio-Canada, avec le prestigieux bonhomme de l'Office au générique de « votre » film. Et on dit vouloir encourager le documentaire d'auteur (je cite M. Perlmutter) ? Parallèlement, on s'est doté d'un département légal démesuré, d'un département de marketing et de distribution disproportionné, d'un immense département Web, on investit des sommes colossales pour la refonte du site et la mise en ligne des films de la collection, en laissant complètement pourrir le financement de la production, en laissant la chose entièrement entre les mains de coproductions et à la servilité des financements télé. Et les deux salles de l'ONF ne sont plus, depuis belle lurette, des lieux de diffusion conséquents. Une belle affaire.

Le paradoxe – et j'arrive à la question plus spécifique de la distribution – c'est que les télévisions elles-mêmes ont depuis longtemps renoncé à leur rôle de promotion de la diversité et de la qualité, y compris Télé-Québec. Si, jadis, il était possible de voir des courts métrages, des grands films de fiction ou des documentaires d'auteur à la télévision, en ce moment, les courts métrages sont eux-mêmes intégrés à des émissions de pseudo-télé-réalité (*Fais ça court*), où des réalisateurs, avec en général très peu de talent, doivent réaliser en un temps record

des clips de 2-3 minutes (je me fais une idée un peu plus élevée de l'art du court métrage, désolé) ; les documentaires d'auteur ne deviennent *passables* que s'ils peuvent être recomposés en reportage télévisuel, avec toutes les contraintes de durée et de formatage idéologique que cela suppose ; et on compte sur les doigts de la main les films d'auteurs quelque peu exigeants qui sont présentés à la télé (doublés en français, plutôt que sous-titrés, comme c'était encore le cas il n'y a pas si longtemps). Or — et on le voit à tous les RVCQ —, il se fait un nombre colossal de courts métrages subventionnés par la SODEC ou le Conseil des arts du Québec qui n'ont strictement aucune « existence » publique après avoir été créés, et qui croupissent, faute de distributeurs, faute de salles, faute de « plages horaires » sur les grilles de nos télévisions, sur les tablettes.

Les chaînes télé ont beau trouver certains projets intéressants, ils rétorquent qu'ils n'ont plus de place, qu'ils craignent les risques, que ce n'est pas rentable (la réalité est qu'ils refusent de faire de la place puisqu'il est plus rentable d'acheter des films et des séries américaines qui attireront autant sinon plus de cotes d'écoute). Le plus hallucinant, sans doute, c'est que cette frilosité qui gangrène le système de la diffusion au Québec n'a nullement raison d'être, si l'on considère que, de toute façon, ce ne sera JAMAIS rentable, ni à la télévision, ni en salle ! Plutôt que d'essayer de rivaliser avec *Tout le monde en parle* le dimanche soir en présentant un épisode de *24*, pourquoi ne pas faire preuve de courage et présenter un Bergman, un Reygadas, un Jia Zhang-ke, en v.o. sous-titrée, ou un Rodrigue Jean, un Jean Pierre Lefebvre, un Catherine Martin, juste pour le *fun* ? Vous perdez quoi, les gars ? Personne ne rira de vous, c'est promis.

Or, c'est comme si l'incapacité critique à défendre des œuvres un tantinet plus exigeantes — je parle des émissions culturelles et des grands médias en général — se traduisait par une démission de toute idée de service public, d'élévation culturelle, d'éducation populaire. Quand les deux seules émissions télévisuelles consacrées à la culture dont peut se vanter le Québec en ce moment s'appellent *On fait tous du showbusiness* et *Ça manque à ta culture* — et qu'on voit à quelle hauteur ces choses volent — il y a de quoi à la fois rire et pleurer.

Les politiques absurdes et le vent néolibéral de rentabilité à tout crin qui souffle sur plusieurs institutions québécoises et canadiennes (le fait par exemple que, en fonction des programmes, sans « vente télé », Téléfilm Canada et la SODEC refusent de financer des longs métrages) ont des conséquences directes sur les films que nous voyons et leurs conditions de diffusion. Sans « potentiel commercial », aux yeux des distributeurs (et ceci, quand un film a trouvé un distributeur, ce qui devient de plus en plus difficile), un film d'auteur québécois moins ambitieux peut aspirer, au mieux, à deux semaines à la salle parallèle de l'Ex-Centris, sans bénéficier d'une couverture médiatique substantielle, sans bande annonce, sans publicité, sans campagne d'affichage, etc. Ceci réduit considérablement, malgré le succès critique que le film peut remporter, les chances que ce film puisse avoir de trouver un public moins vaste (et les distributeurs « charitables » qui acceptent de porter ces films — qui leur permettent en retour de toucher de généreuses subventions — font rarement le nécessaire pour qu'il en soit autrement). Des exemples récents : les films de Rafaël Ouellet, Rodrigue Jean, Maxime Giroux, Denis Côté, pressés comme des citrons avant la catastrophe annoncée de la fermeture d'Ex-Centris (j'y reviendrai) à la Salle Parallèle, ont pu bénéficier d'une sortie de deux semaines dans une seule salle à Montréal. Les « gais lurons privilégiés » de la table ronde que « Nouvelles vues » a interviewés dans ce dossier, les Canuel, Falardeau, Pouliot et compagnie, se plaignent d'une diffusion de leurs films dans *seulement* vingt-cinq salles et se demandent si le 3D ne sera pas la panacée qui sauvera le cinéma en salle. 25 salles, le 3D ? Mais dans quel monde vivent-ils ? Je vous parle, pour un cinéma d'auteur québécois de haut calibre, d'UNE seule salle de 80 places, pour deux semaines, deux représentations par jour (le CRTC considère qu'une sortie en salle, c'est 17 représentations publiques dans une salle, permettant au distributeur d'aller chercher ses crédits d'impôts... il n'est pas tenu à en faire plus) ! Et qu'on vienne me parler de la « grande famille » du cinéma québécois après ça... On devrait plutôt parler de « lutte des classes » !

On me dira que le parc de salles de cinéma à Montréal ne peut pas absorber plus de films d'auteurs que cela. Justement, parlons-en. Il n'y a pas si longtemps (une dizaine d'années), on pouvait compter sur une diversité de petites salles à

Montréal, permettant une véritable diversité de films. Le Desjardins (je me souviens de la resortie de *La maman et la putain*), l'Égyptien (j'y ai vu tous les films de Woody Allen des années 90), l'Élysée (les *Trois couleurs* de Kieslowski), l'ancien Parallèle (j'y ai vu Greenaway, Godard, Morin, Duras, etc.)... Quoi encore ? Ah! oui, le cinéma de Paris, le Parisien, l'Impérial (quand on y passait encore des films), le Conservatoire (à Concordia), et j'en passe (et je ne parle pas de l'âge d'or des salles d'art et essai à Montréal des années 70). Toutes ces salles ont été phagocytées par la machine des multiplexes et, disons-le, par l'implantation d'Ex-Centris, temple du « cinéma de qualité » à Montréal. Or...

Sans m'étendre trop longuement sur notre « affaire Langlois » bien à nous, la décision de notre mécène national de « réorienter » les activités d'Ex-Centris vers le tout-venant de la production multimédia mondiale (déjà pourtant fort bien desservi par la SAT, l'Usine C, Mutek, Temps d'images, etc.) restera dans les annales comme la décision la plus absurde et dommageable pour le cinéma à Montréal des trente dernières années. Il est certain que Langlois aurait pu se contenter de réformer une de ses trois salles, la salle Fellini, une salle polyvalente déjà capable d'accueillir cette jolie bouillie techno-artistique (dont on se demande bien à quel « grand public » elle s'adresse), mais sa mégalomanie, son caprice, son anachronisme (le « multimédia » n'est-il pas mort avec la fin des années 90 ?), et son mépris absolu pour le public montréalais (qu'il ne connaît visiblement pas) l'ont conduit à prendre cette décision insensée. Après avoir sauvé puis largué le cinéma du Parc (j'y reviendrai), après avoir créé puis détruit son centre de documentation (le CTR+D, un des plus importants centre de documentation en Amérique du Nord sur les nouveaux médias), ses studios de production, les bourses de post-production pour le cinéma indépendant (et j'en passe), voici que sieur Langlois considère essentiel, nécessaire, pour pouvoir « respirer », de sacrifier un des rares espaces à Montréal où il était encore, à l'occasion, possible de voir du cinéma d'auteur et de création dans des conditions acceptables. Ceci entraînera très certainement des pertes d'argent considérables, voire la faillite de bon nombre de distributeurs indépendants, en coupant toute possibilité de valorisation d'une certaine diversité du cinéma à Montréal. La salle Parallèle, nous le savons désormais, maintiendra ses activités à Ex-Centris (la grogne du public et du milieu a peut-

être eu un effet), mais il demeure que c'est une seule salle de 80 places qui devra, désormais, à elle seule, assurer ce mandat démesuré (on annonce des choses pour le Quartier des spectacles, attendons voir). À Paris, dans une minuscule rue (la rue Champollion), on compte 2 cinémas de quartier (5 salles) à 100 places chacune ! Désormais, pour un centre-ville entier (je ne compte pas le Beaubien qui, bien qu'ayant une programmation exceptionnelle, demeure un « cinéma de quartier »), on comptera sur une salle de 80 places pour porter le désir d'un cinéma alternatif (rien pour exciter les distributeurs, et ciao le courage).

Il est assez faux de penser — comme le pense Langlois, qui n'est au fond intéressé qu'à vendre ses « cossins » — qu'un nouveau réseau de salles équipées en HD numérique parviendrait à sauver le cinéma d'auteur et la diversité du cinéma à Montréal. Qu'on m'explique pour quelle raison les exploitants de salle seront plus intéressés à distribuer des films d'auteur et expérimentaux parce qu'ils sont en HD ? Ils ne deviendront pas du jour au lendemain éclairés et désireux à défendre bec et ongles le cinéma de création. Leurs coûts d'exploitation seront à peu près aussi importants que pour la diffusion du cinéma en pellicule (ce n'est pas eux qui doivent payer pour le tirage des copies) et les coûts de distribution demeureront somme toute inchangés (un véritable transfert HD coûte presque autant en ce moment qu'une copie pellicule). Je n'ai, à ce jour, entendu aucun argument convaincant pour soutenir cette proposition, et ce n'est encore une fois de plus que la ritournelle messianique du numérique qu'on entend résonner. Il y a dix ans déjà qu'on chante la fin de la pellicule et, à ma connaissance, on n'y est pas arrivé. Alors, doucement mes lapins...

Or, hormis Ex-Centris et sa déplorable démission, que reste-t-il ?

Il reste le Cinéma du Parc, me dira-t-on. En effet, mais dans la mesure seule où la nouvelle affluence que lui apportera la fermeture d'Ex-Centris convaincra Roland Smith qu'un film présenté en DVD n'est pas l'équivalent d'un film présenté en pellicule et que, grâce à cela, il pourra regagner la confiance perdue, au fil des ans, par de trop nombreux cinéphiles montréalais qui n'ont jamais été dupes de ses supercheries (appeler « copie restaurée » un transfert DVD d'un film de

Wilder, disponible au vidéo du coin, si ce n'est pas de la supercherie, je me demande ce que c'est). Mais Smith a des idées, de l'ambition, évidemment du métier (je n'oublie pas qu'il est un des piliers fondateurs de la culture cinéphilique des années 70 à Montréal), et on ne peut qu'espérer que son cinéma parviendra à redevenir un pôle significatif de la cinéphilie à Montréal. Un cinéma de « deuxième vision », de « second run », comme on dit, permettant à des œuvres d'auteur d'exister plus longtemps sur les écrans et au bouche à oreille de faire son travail. Ce serait déjà un mandat plus qu'honorable. *Elle veut le chaos* de Denis Côté, *La frontière de l'aube*, *Derrière moi* de Rafaël Ouellet, auraient pu très bien avoir une « deuxième chance » pour quelques semaines, voire deux ou trois mois, au Cinéma du Parc, après leur passage expéditif à la Salle Parallèle ? Les distributeurs prétendent qu'ils ne peuvent rien faire pour forcer les salles à prendre leurs films (tandis qu'ils empochent souvent de joyeuses sommes pour la mise en marché, sans en faire bénéficier les films), les exploitants de salle prétendent qu'ils ne sont pas des organismes de charité (alors que le Parc, le Beaubien touchent des sommes importantes comme salles de répertoire). Un peu de courage, de part et d'autre, pourrait-il redorer le paysage cinématographique montréalais ?

Bon, il reste également le Goethe Institut, qui propose une programmation diversifiée et brillante (il faut féliciter Kaisa Tikkanen pour ses efforts), mais qui peine souvent, malheureusement, à trouver un public au-delà de ses « frontières » d'habités. Et il s'agit d'une salle d'art et essai vouée à présenter des films allemands, et qui ne peut présenter qu'un nombre très limité de nouveautés internationales.

Il reste, par-dessus tout, la Cinémathèque québécoise. Cette dernière, disons-le, traîne depuis des années un sous-financement chronique (aucun budget d'acquisition de films depuis plus de dix ans, des années de retard dans le catalogage et l'élagage des collections, une médiathèque forcée de réduire ses abonnements à des revues et qui a un budget quasi inexistant d'acquisitions de livres, des coupures dans les programmes d'éducation, etc.). Elle parvient, malgré tout, grâce à des partenariats externes et, au premier chef, à l'engagement de ses programmeurs à proposer une sélection impressionnante de rétrospectives, de cycles et de

thématiques, faisant très souvent le boulot que les salles de cinéma d'art et essai devraient faire. Les derniers films de Jia Zhang-ke, Hong Sang-soo, Wang Bing, et à travers les années, quantité de primeurs internationales (Garrel, Tarr, Hou Hsiao-hsien, Tsai Ming-liang) qui auraient dû « normalement » jouer en salle régulière à Montréal, ont été d'abord présentés à la Cinémathèque québécoise. Et c'est vrai aussi d'un nombre incalculable de jeunes cinéastes québécois, jamais présentés en salle, qui ont pu trouver un public en salle grâce à la Cinémathèque. Que ferait-elle si on lui donnait une fraction des budgets (publics et privés) dont bénéficient des institutions semblables dans le monde (à Berlin, Paris, Bruxelles, Lisbonne, etc.) ?

La Cinémathèque nous a également permis de présenter des films qui autrement seraient restés totalement invisibles du public. En effet, la revue *Hors champ* (dont je suis coéditeur) présente à la Cinémathèque québécoise des programmes de films depuis 2002. Ils ont fait preuve d'une ouverture, d'une confiance et d'une grande générosité. Trois fois par année, nous leur proposons des programmes de films (que nous finançons grâce à une micro-subvention du CAM, que je remercie). Nous avons pu faire venir, ces dernières années, des cinéastes comme Stan Brakhage, Ernie Gehr, Bill Morrison, Peter Kubelka, nous avons monté des programmes thématiques sur l'armée, la ruralité, la philosophie à l'écran, etc. À l'automne prochain, nous monterons un ciné-concert qui s'annonce complètement déjanté, avec des musiciens de l'avant-garde montréalaise qui accompagneront *Le révélateur* de Philippe Garrel. Je ne vois pas très bien, sinon à la Cinémathèque, où de tels projets pourraient être présentés.

Il faut bien voir que ces événements ponctuels, tout comme les festivals de films, tout comme les magnifiques programmes que monte le collectif Double Négatif, qui permettent ponctuellement à des cinéphiles comme je suis de respirer un tout petit peu à l'air libre, ne donnent pas, en soi, un portrait de la « distribution » de films à Montréal (et je ne parle pas des régions). La plupart des films présentés dans les festivals, tout comme les films présentés en « primeur » à la Cinémathèque ou les événements singuliers des collectifs de cinéastes à la salle Parallèle, ne seront pas distribués par la suite et ne seront vus, à chaque fois, que par une poignée d'individus.

Seul un petit nombre de films, et qui ont déjà, pour la plupart, un distributeur avant d'aboutir dans un festival, auront la chance de pointer leur nez en salle (*Valse avec Bachir*, *Entre les murs*, etc.). Les films d'Albert Serra, de Belà Tarr, d'Escalante, de Pedro Costa, de Bruno Dumont, de Claire Denis, des dizaines de films expérimentaux, et j'en oublie et des meilleurs, seront condamnés à ne jouer qu'une ou deux fois en salle à Montréal, pour disparaître dans la brume par la suite et ne réapparaître, au mieux, et rarement, qu'en DVD. Les distributeurs indépendants n'ont pas les reins assez solides (K-Film ne peut distribuer que 2 ou 3 films par année, et c'est un des distributeurs les plus « chevronnés »), les exploitants de salle ne sont pas suffisamment soutenus et, par conséquent, ont peu d'intérêt, et les distributeurs « établis » (Séville, Mongrel/Métropole, Alliance, TVA) trop souvent s'en moquent. Et quand on voit atterrir, par hasard, comme ce fut le cas en novembre, un ovni inattendu comme *La frontière de l'aube* de Philippe Garrel en salle, distribué par Fun Film, on croit rêver... On en profite, bien sûr, mais, quand on sait que Fun Film est la compagnie de distribution de la boîte de Denise Robert, *Cinémaginaire*, on ne peut s'empêcher de penser que c'est une façon légale et commode de blanchir ses profits en épongeant des pertes (on paie moins d'impôts comme ça)... Garrel comme paradis fiscal, ce n'est pas moi qui vais me plaindre, mais qu'on n'aille pas me dire que c'est de la vertu... C'est plutôt du cynisme.

Si on suit le raisonnement sinueux que je trace depuis le début de cet article, on en conclurait qu'une « vraie vie » du cinéma d'auteur en salle est en sérieux péril, et on n'aurait pas tort (bien sûr, quand on se compare, ne fut-ce qu'avec Toronto, on se console, mais pourquoi se consoler d'aussi peu). La faillite récente de Christal Films, et bientôt d'Alliance (oui, oui, vous verrez), les rachats successifs de Séville par des boîtes de plus en plus grosses, et la marginalisation financière des petits distributeurs indépendants, finissent par noyer tout espoir de voir naître une distribution de films diversifiée au Québec (les petits ne veulent pas prendre de risque, les gros ne veulent plus faire ce qu'ils considèrent comme de la « charité »). Cette « vraie vie » se trouve en ce moment étouffée par une chaîne de couardise, qui va des télévisions aux distributeurs aux exploitants, un manque d'imagination et une recherche écervelée du profit là où il y a, en réalité, peu de profits à faire (*Bon Cop*, *Bad Cop*, une fois toutes ses dépenses de publicité

payées, n'a fait que très peu d'argent, on l'oublie souvent), si ce n'est le profit individuel que certains distributeurs et certains producteurs vont chercher à coup de subventions sucrées, et dont, en général, bénéficient très peu les créateurs (sur le dos desquels on casse beaucoup de sucre).

Il faudrait absolument que la SODEC et Téléfilm financent la création de nouvelles salles, ne fut-ce que pour présenter les films qu'ils ont subventionnés. Une salle à la Bibliothèque nationale ou à la Bibliothèque St-Sulpice, une salle dans Hochelaga, une salle dans le Plateau. On charge 4\$ l'entrée, et on présente des courts métrages, des longs métrages, des documentaires québécois, des événements spéciaux, des ateliers. Ça ne prendrait pas grand-chose pour créer une dynamique intéressante et valoriser des œuvres qui sont, bien souvent, subventionnées par les deniers publics, et dont on ne voit jamais la couleur. Ce serait simple.

Plutôt que ce genre d'initiative somme toute peu coûteuse, ceux qui prédisent l'avenir et cherchent des « solutions » nous parlent de nouvelles technologies. Les nouvelles technologies vont nous arranger ça ! Nenni. Je crois sincèrement que les nouvelles technologies, en amont comme en aval, ne changeront à peu près rien à ces données (qui sont, après tout, celles du néolibéralisme capitaliste ambiant), sinon de donner l'illusion à un jeune kinoïde — dont la vidéo qu'il a balancée sur Youtube a été visionnée par 2,000 personnes — qu'il est un cinéaste. Bien sûr, si ça permet à des réalisateurs — comme mon ami Simon Galiero, et à quelques autres — de réaliser des longs métrages de fiction avec 10,000\$, tant mieux, mais ça ne garantit nullement qu'ils seront distribués en salle (et sans un transfert en 35mm, ça demeure pas très beau) ni en DVD (et ce n'est surtout pas ce qui permettra à ces artistes de vivre). Pour *un* conte de fée, combien d'histoires d'horreur...

Il reste, me dira-t-on, le marché des vidéoclubs et du DVD. Il faut rappeler — et c'est une honte pour les pouvoirs publics qui subventionnent le cinéma — que les vidéoclubs de répertoire n'ont aucun statut privilégié (par rapport aux cinémas de répertoire, comme le Cinéma du Parc et la salle Parallèle). Ils sont obligés de lutter seuls contre des machines débiles comme Blockbuster et Vidéotron ou, pire, des distributrices à DVD. Ceci explique, en partie, qu'un vidéoclub

aussi populaire que Phos, dans Côte-des-Neiges (un quartier universitaire pourtant), a dû fermer l'été dernier (leur succursale à Saint-Lambert se maintient, fort heureusement). La Boîte noire survit sans doute relativement bien (ils ont un monopole, et le gros de leur revenu provient des ventes de coffrets DVD), mais je serais curieux de connaître les états de compte du Septième, du Vidéo Beaubien, etc. Ils sont, j'en suis sûr, dans une économie de survie, faite d'amour du métier et de fraîche passion, et ils pourraient fermer demain que je n'en serais pas surpris (ne le souhaitons pas). Il serait grand temps que l'on milite pour instaurer des subventions afin de soutenir ces vidéoclubs de répertoire qui deviendront, sous peu, le seul refuge pour les distributeurs québécois désireux de promouvoir le cinéma d'auteur au Québec, et parmi les seuls lieux d'approvisionnement pour les cinéphiles lambda, sans compter les centaines d'étudiants en cinéma à Montréal qui seront bientôt forcés de se rabattre sur d'horribles versions de films téléchargés (avez-vous essayé de voir un Tarkovski en DivX sur un écran d'ordinateur ?). Ce ne sont évidemment pas les salles de cinéma qui rognent le marché de ces vidéoclubs, mais plutôt le téléchargement, les chaînes spécialisées et la vidéo sur demande. Ce n'est pas cette « diversité »-là qui peut me faire rêver...

On pourrait encore gloser longuement. Comme l'écrivait Rivette en 1955, à la fin d'un long article, « Vous êtes las de me lire ; je commence à l'être de vous écrire ; ma main du moins se lasse ; car j'aurais voulu vous dire bien des choses encore. » Et le sujet mériterait en effet d'encre encore bien plus longs développements... Mais bon, espérons que les articles de ce numéro seront complétés — et parfois nuancer — ce portrait.

Une chose en terminant : le pessimisme que j'ai affiché dans cette lettre n'est nullement du défaitisme. Je crois plus que jamais qu'il y a moyen de revaloriser une véritable culture filmique, de faire des choses pour dynamiser l'intérêt pour un cinéma d'art à Montréal et au Québec. À une toute petite échelle, c'est ce que je tente d'amener dans mon enseignement à l'université, dans mon travail à la revue *Hors champ*, dans mes projets de programmation. C'est aussi ce que je vois à la faveur de plusieurs initiatives, dans les maisons de la culture, dans des ciné-clubs et des festivals en région, dans les succès remportés ici et là par événements

ponctuels. Accrochons-nous à ces lueurs, tout en étant lucide face à l'obscurité des temps.

« Mais où est le péril
Là croît aussi ce qui sauve »

Espérons que le poète disait vrai.